

**ELEMENTS DE CHRONOLOGIE**  
**ALUKU**

*Par*  
*Arthur OTHILY*

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire  
N° : 26.713 ex 1  
Cote : B'  
25-09-89 H

# Eléments de Chronologie

Aluku

## AVANT - PROPOS

A l'occasion de la commémoration du Bicentenaire de la Révolution française, le Conseil Régional a décidé d'organiser une opération appelée "**Sur les traces de Boni**". Cette opération s'articule en une série de manifestations et d'actions (expositions, colloques, réalisations artistiques, publications...) échelonnées sur divers moments de l'année 1989 et réparties en différents lieux de la Guyane, significatifs par leur relation à l'histoire des Boni (Aluku). Son objectif est d'informer l'ensemble des forces vives de la Région et de les sensibiliser à l'importance de moments exceptionnellement forts de notre histoire. Cette opération se propose ainsi de les unir dans leur évocation, afin d'en permettre une réappropriation profitable à toute la société guyanaise

A partir de la deuxième moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, en effet, un des groupes composant la société guyanaise d'aujourd'hui, les Boni ou Aluku, s'est distingué par l'intensité particulière avec laquelle il s'est opposé à l'oppression. Il a fait preuve d'une vigueur et d'une intelligence exceptionnelles pour conquérir et garder sa liberté. Cette lutte, remarquable par son âpreté et sa complexité, a frappé les observateurs de l'époque. A diverses reprises, la tribu Aluku a été à deux doigts d'être anéantie. Mais par son habileté à utiliser les moindres possibilités du milieu, elle est parvenue, non seulement à survivre, mais à mettre un instant en question l'existence même de la société esclavagiste hollandaise du Surinam. Au terme d'une lutte au couteau, les Aluku ont réussi à créer, dans un contexte naturel et humain particulièrement difficile, une société originale, qui, jusqu'à l'arrivée en force de la modernité, entretenait avec son environnement des relations particulièrement équilibrées

Cette société opère aujourd'hui, comme la plupart des autres groupes, mais dans des conditions peut-être moins maîtrisées, une transition - dont l'étude pourrait mobiliser le travail d'une équipe pluridisciplinaire, - vers une forme de vie sociale, économique et culturelle originale, qui s'efforce d'intégrer, à partir d'un système de valeurs traditionnelles redistribuées et vécues différemment, des dimensions nouvelles, effets induits de la modernité.

Une réflexion commune sur les riches potentialités de cette histoire, sur la dynamique de cette transition et sur les changements structurels qui l'accompagnent pourrait être très enrichissants à la fois pour les Aluku et pour leurs partenaires en gyanité.

Un des intérêts majeurs de l'opération "**Sur les traces de Boni**" est donc de fournir à tous guyanais une opportunité particulièrement bien venue d'anticiper par la pensée et par l'imagination créatrice, à partir d'un cas précis, et toutes

proportions gardées, certains des problèmes que pose la coexistence dynamique et incontournable de deux cultures dans la vie quotidienne individuelle et collective de chacun d'entre nous : d'une part, la culture, à vocation universalisante de la **modernité** d'autre part les **cultures de tradition** guyanaises dont la survie, non moins indispensable, n'est pas toujours sans poser de problème

La réussite de cette réflexion constructive pouvait être mise en cause par l'état présent de l'information moyenne sur la société Aluku. Information caractérisée, à de rares exceptions près, soit par une ignorance quasi totale soit par une pseudo-connaissance, empirique, déviée et dévalorisante

Il nous a donc semblé indispensable, pour remédier à cette carence, de disposer, dans l'immédiat et à titre provisoire, d'un outil informatif, qui constituerait une base de départ élémentaire à la fois précise, simple d'utilisation et susceptible d'amélioration.

Le plus aisé, dans les conditions existantes, consistait à procéder à une compilation chronologiquement structurée, à partir des meilleurs outils de travail existants. et localement accessibles.\*

L'objectif majeur est de fournir un instrument de travail à l'équipe responsable de l'organisation de «**Sur la trace de boni**», en vue d'accroître, au niveau de l'information et de la culture scientifique et technique, l'efficacité de cette opération qui offre, (outre ses autres objectifs), une conjoncture exceptionnelle pour relancer les actions créatrices non seulement dans le domaine des sciences humaines, mais dans les différents secteurs de la création artistique et littéraire (Concours de nouvelles et / ou de scénario sur le drame de Café Soca, de logo...)

Ce document doit donc être pris et utilisé pour ce qu'il veut et peut être rien de plus : un outil dynamique, flexible, évolutif. Il ne vaut pas pour ni par lui-même, mais pour et par ce qu'il peut produire, par l'aide qu'il peut apporter aux diverses actions envisagées.

Il existe, sur l'histoire et la société de Noirs Marrons de Guyane et du Surinam, des travaux de valeur. Mais ils sont moins nombreux pour les Aluku que pour les autres groupes de Marrons du Surinam. Certains de ces travaux méritaient d'être actualisés. et un heureux concours de circonstances fait qu'on assiste depuis peu, à une relative reprise de l'intérêt des chercheurs en sciences humaines pour les Aluku.

La thèse de Kenneth **BILBY**, chercheur du Département d'Anthropologie de l'Université Johns Hopkins (Baltimore, USA) en cours de rédaction\*\* qui constituera probablement l'ouvrage le plus actualisé et le plus complet à ce jour, sur un aspect majeur de la société aluku sera disponible dans 6 mois

Celle de Wim **HOOGBERGEN**, plus spécialement consacrée à l'histoire des Aluku, de la genèse du groupe Aluku jusqu'à leur libération de la tutelle des Djuka, est en cours de traduction et pourrait être publiée en français dans le cadre de l'opération «**Sur la trace de boni**»,(\*,c)

Des articles de Silvia de **GROOT** sont en cours de publication en anglais et français.

Ces documents étaient peu connus en Guyane pour des raisons qu'il serait intéressant d'examiner lors des colloques qui se tiendront dans le cadre de l'opération. Par ailleurs, il semble qu'il y ait eu, pour des raisons liées à l'histoire, aux différences culturelles, à certains facteurs politiques, une méconnaissance voulue, un refus de connaître et une incapacité à reconnaître la valeur, la richesse et souvent l'être même de ces sociétés. L'utilisation du terme "boschs" pour englober l'ensemble des Marrons en est un exemple significatif. Dans de nombreux cas n'est retenue de cette connaissance, dans les relations avec ce groupe, que l'élément minimal utilitaire: il est profitable de parler taki-taki pour tirer le meilleur parti de la force de travail de jeunes boni ou djuka peu ou pas scolarisés.

Dans le nouveau contexte créé par l'afflux de connaissances nouvelles dont l'opération "**Sur les traces de Boni**" sera l'occasion, cette esquisse de chronologie se propose, en liaison avec cette mouvance, d'amorcer le travail propre des guyanais, en leur permettant de se situer spontanément et selon leur initiative propre, par rapport à la contribution des chercheurs et des différents créateurs extérieurs à la Guyane, amenés à intervenir à l'occasion de cette manifestation. Elle vise donc à lancer une interrogation aux différents partenaires concernés par une dynamique harmonieuse de la construction sociale guyanaise.

Elle veut être une grille qui permettra d'abord pour chacun de tester et de remettre en cause tout un volet de ses connaissances. Dans la mesure où, sauf pour des historiens et des chercheurs spécialisés dans l'étude de ces sociétés, elle apporte des informations nouvelles sur un secteur important de l'histoire guyanaise. Dans cet ordre d'idées, il serait souhaitable que ce travail de circonstance, réalisé dans un délai très court, nécessairement incomplet, joue le rôle d'un instrument d'échange interactif entre l'équipe responsable de la réalisation de "**Sur les traces de Boni**" et le reste de la population guyanaise.

On notera par exemple que la partie contemporaine de la chronologie est bien moins dense en informations que celles qui concernent les 18ème et 19ème siècles. Il est certain que de nombreuses personnes détiennent sur cette période des informations précieuses, des témoignages de première main qui pourraient utilement enrichir le travail effectué à partir de sources écrites

Dans une tranche de temps plus éloignée de nous, on observera que la période qui s'étend entre la traversée du Maroni par les Aluku et la mort de Boni.(1776-1793) comporte un certain nombre d'obscurités portant aussi bien sur les faits eux-mêmes que sur leur interprétation. L'élucidation de ces énigmes matérielles et/ou conceptuelles devrait se révéler particulièrement stimulante pour des esprits curieux et intéressés à l'histoire de notre pays.

On voit donc qu'une fonction de ce document pourrait être de constituer une ossature, un squelette, pour servir d'ancrage à un travail créatif. Au-delà d'une auto-amélioration, résultant d'un enrichissement, par corrections, affinement de la chronologie elle-même, elle devrait permettre la mise en chantier de travaux de recherche sur les parties mal connues de l'histoire des Aluku en particulier et de la Guyane plus généralement (par exemple l'étude de la période d'exploitation aurifère sur le Lawa, des différents contentieux frontaliers France/Hollande..)

Il serait ainsi possible, grâce notamment à une coordination entre les chercheurs Français (Hurault.), des USA (Bilby), des Pays-Bas (Hoogbergen, de Groot, Van Velsen, Van Wetering) qui, du fait de la nature de leurs fonds d'archives et de leurs intérêts respectifs, peuvent avoir laissé certaines zones peu ou mal explorées, soit en ce qui concerne les Aluku eux-mêmes, soit en ce qui concerne leurs relations avec d'autres groupes en liaison avec eux (Djuka/D.Vernon) de repérer des champs de recherche qui pourraient faire l'objet de mémoires (maîtrise, D.E.A., Doctorat)

Une participation de chercheurs guyanais est déjà programmée pour l'exploitation des Archives de la Haye intéressant la Guyane

Dans les **autres domaines de la création**, elle pourrait permettre à notre imaginaire, en attendant des apports plus complets et plus rigoureux, de se caler et de se déployer à partir de fondements vérifiés, de données objectivement déterminées, sur lesquels un consensus minimal de chercheurs existe. On évitera ainsi les malentendus, les à-peu-près nés du vide informationnel. Dans de nombreux cas, en effet, on a pu constater que des personnes souvent de bonne foi ont été conduites à des conclusions erronées, à des interprétations idéologisantes de l'histoire des Aluku, pour s'être appuyées sur des documents élaborés à partir d'une tradition orale recueillie et traitée selon des techniques non scientifiques ou sur des fictions considérées ou présentées abusivement comme des produits d'un travail d'historien.

\*  
a) **de GROOT, Silvia**

The Boni Maroon War 1765-1793, Surinam and French Guyana.

Boletín de estudios Latinoamericanos y del Caribe. Numero especial sobre historia de America latina y el Caribe presentados a B.H.Slicher van Bath.

Nº18, junio de 1975., pp. 30-48

b) **HO-FONG-CHOY, Gustave**

Quelques points de repère sur l'histoire des Aluku.

c) **HOOGBERGEN, Wilhelmus Simon Marie**

De Boni-Oorlogen, 1757-1860, Marronage en guerilla in Oost-Suriname.

(Les guerres boni, 1757-1860, Marronages et guérilla dans l'est du Surinam).

Centrum voor Caraïbische Studies.

Utrecht, 1985.

d) **HURAUULT, Jean**

Histoire des Noirs Réfugiés Boni de la Guyane Française.

(d'après les documents de source française).

Revue d'Histoire d'Outre-Mer) pp. 76-137.

\*\* Sous la direction de Sidney MINTZ. Titre provisoire "Ethnicity in motion. A study of changing identity among the Aluku of french Guyana and Suriname".

## - Éléments de chronologie aluku -\*

**1667** : Signature du traité de Breda, entre la Hollande et l'Angleterre. Les Anglais laissent la colonie du Surinam à la Hollande, contre New-Amsterdam (New-York).

### Origine du mouvement aluku

Dès les tous premiers temps de l'existence des plantations esclavagistes au Surinam, vers 1600, le marronnage est une réalité et une source de préoccupations constantes pour leurs propriétaires. Les esclaves fuient les plantations en remontant les rivières en s'installant dans les marais. Le désir de fuite peut prendre la forme radicale du suicide collectif par empoisonnement ou étranglement.

Le siège de Paramaribo par l'amiral **Cassard**, en **1712**, est l'occasion d'un marronnage d'une ampleur exceptionnelle. Les planteurs envoient leurs femmes et leurs enfants dans la forêt sous la protection des esclaves, à la fois pour leur sécurité et pour échapper à la contribution, proportionnelle au nombre d'esclaves, imposée par les Français. Un grand nombre d'esclaves ne regagnent pas les habitations.

En 1726, le nombre des esclaves en fuite est estimé à 9000. Les bandes sont nombreuses dans toutes les régions du Surinam, notamment dans le sud.

**Asikan-Silvester** constitue un groupe de marrons qui vivront cachés dans les marais proches des plantations de la **rivière Cottica** pendant 60 ans. Le créole **Baron** fait partie de ce groupe. Jusqu'à vers 1760, ils demeurent relativement calmes, provoquant peu de confrontations avec les planteurs. A cette époque, le groupe de marrons le plus important de l'est du Surinam est celui de **Kofimaka**. Il ne se mélangera jamais aux Boni. Devenu vieux, Asikan-Silvester passe le commandement à **Boni**.

**1728** : Constitution du groupe des **Saramaka**, sur la rivière Surinam

**1739** : Un traité de paix est signé avec les **Marrons de la Jamaïque** (colonie anglaise). Il servira de modèle pour les différents traités conclus par les autorités du Surinam avec leurs Marrons.

**1749** : Le gouverneur **Mauritius** examine l'opportunité d'un traité de paix avec le groupe des **Saramaka**.

**1757** : Troubles internes dans le campement des Marrons sur la Tempati creek et la Djuka (ou Auca) creek. Le nouveau gouverneur du Surinam veut signer un traité de paix avec les **Djuka** (nouveau groupe de rebelles).

**1760** : reconnaissance par les Hollandais de l'indépendance des rebelles du Sud-Est, à la plantation Auka, (appelés Auka ou Aucaners puis et enfin Youka, **Djuka**). Ils se retireront sur la Djuka creek, puis sur le Tapanahoni.

**1762** : reconnaissance de l'indépendance des rebelles de la rivière Surinam les **Saramaka**.

**1767** : Signature du traité de paix avec le groupe du Capitaine **Muzinga**, ses descendants seront connus sous le nom de **Matawai**.

Les accords entre Hollandais et ces Nègres des bois pacifiés (**Pacified Bush Negroes**) reposent sur les principes suivants:

Les Nègres des bois pacifiés ne doivent jamais combiner leurs forces. Non seulement, ils ne doivent pas apporter leur concours aux tentatives de marronnage intervenues après la signature du traité, mais même aider les Hollandais à les réprimer. Un fonctionnaire civil blanc est installé parmi eux pour veiller au respect des clauses des traités, et prévenir le gouvernement de toute violation.

Beaucoup de particularités du phénomène boni viennent du fait qu'il se manifeste après cet effort de stabilisation du marronnage entre Hollandais et les tribus de marrons déjà constituées. Après avoir été contraints, à leur corps défendant, de reconnaître, par des traités, l'existence sur le territoire de la colonie des **Djuka**, des **Saramaka** et des **Matawai**, les Hollandais sont bien conscients que la poursuite du processus signifierait la disparition à court ou moyen terme du système des plantations fondé sur le travail servile.

Par ailleurs, il semble, au moins pour certains auteurs, que les objectifs des Boni aient été plus radicaux que ceux des premiers groupes de marrons constitués. Ils voulaient chasser les Hollandais de la région par la destruction systématique des plantations de la Cottica.

#### Les événements jusqu'en 1776, date du passage des Boni en Guyane française.

**En 1765**, une patrouille djuka découvre un village appelé **Tessissi**, base de nombreuses attaques lancées contre les plantations de la haute Commewyne. Il est habité par 17 Marrons, commandés par Juan, Mafungo et Pay.

**1766** : Le médecin botaniste **Aimé Patris** et le gouverneur **Fiedmond** parviennent à l'embouchure du Tamouri

**1768** : Nombreux raids des Boni contre les plantations de la Cottica. Destruction d'un complexe fortifié boni : 32 cases, une forge complète, 200 poteries, 500 poulets.

**1769** : Selon **S. de Groot** trois groupes fusionnent sous le commandement de Boni :

- celui de **Juan, Paay** et **Mafungo**, qui opérait entre le Maroni et la crique Patamaca;
- celui de **Asikan-Sylvester**, dont la zone d'action était située entre la Cottica et la côte;
- celui de **Coridon**, basé à l'est de la rivière Surinam.

Selon **W. Hoogbergen**, les groupes qui fusionnent pour former la tribu des Boni étaient les suivants:

- les marrons de la **Cottica**, sous le commandement d'**Aluku** et de **Boni**;
- les marrons de **Tessissi** commandés par **Suku** et **Sambokwasi**
- les marrons de **Kormantin Kodjo**, pour la plupart de «Cromantees», originaires de plantations de la rivière Surinam. Boni et Kormantin Kodjo se seraient unis après la perte de Buku, alors que Boni était

près de succomber, par manque de provisions. Kormantin Kodjo lui en fournit. Ils créent ensemble **Alesikondre**, qu'ils quittent assez vite pour s'installer dans les région de marais située entre Cottica-Cormontibo et l'Atlantique.

Pour Hoogbergen,(\*) le fait décisif, dans la radicalisation boni du marronnage, fut l'accession de Boni au poste de granman, après la capture d'Asikan - Sylvester en 1769. Au contraire de ce dernier, Boni et son fils Agossou n'éprouvaient pas la moindre crainte devant un conflit ouvert avec les Hollandais. Par ailleurs, Boni était réputé pour son habileté à la guérilla, aussi bien lorsqu'il s'agissait d'attaquer les hollandais que de leur cacher les femmes et les enfants.

Attaque de l'habitation **Gustaefsdal**, ancien maître de **BARON**.

#### Éléments de biographie concernant Boni

Pour certains, Boni est un Créole (i.e. né au Surinam) venu au monde dans les bois, sa mère, une esclave qui avait fui la plantation "Groot Marseille" sur la Cottica, son père un planteur blanc qui en avait fait sa maîtresse et la maltraitait. Pour d'autres, le père de Boni est un mulâtre, un Indien ou un «Créole des bois».

**Dans les premiers mois de 1770**, le gouverneur **Jean Nepveu** commence l'édification du "Cordon": une série de postes militaires allant de la Haute-Cottica jusqu'à la côte, pour protéger les plantations. Base de départ pour l'intervention rapide des patrouilles, ce dispositif sera complété en 1778. Un corps de 150 nègres libres et mulâtres, le **Free Corps Negroes**, commandé par des officiers blancs, est constitué. Il sera peu efficace.

**Jusqu'à la fin de 1770**, de nombreux villages de Boni seront détruits et plus d'une centaine d'entre eux capturés. Mais, dans le même temps, les Boni combinent leurs forces, reconstruisent inlassablement leurs villages et accumulent des provisions

**Dans la 2ème moitié d'octobre**, le lieutenant **Kremer** découvre sur la Haute Cottica, sur la crique Cassipore, un village marron inhabité, mais contenant un important stock de nourriture

**Les 8-9 novembre 1770**, pour venger la destruction de leurs villages, 30 Boni conduits par Baron et Boni attaquent la plantation «**Mondésir**», sur la crique Mot.

**Décembre 1770** : attaque du poste de New Tessissi

**Janvier 1771** : attaque de Melimi sur la crique Cassipera

**Mars 1771** : Baron attaque la patrouille du **sergent Siegel**. Cette attaque est à la fois un bon exemple de la tactique de guérilla des Boni, et l'occasion, à la suite d'échanges significatifs entre Siegel et

Baron, de connaître leurs motivations, leur volonté de négocier, leur organisation militaire et leur situation en matière de munitions.

**Pendant la saison des pluies**, brève intervention des Indiens contre les Marrons, rapidement interrompue par une opération de représailles contre des villages Indiens.

**En juin 1771**, les attaques reprennent contre les plantations de la Haute-Cottica, de la Commewyne et de la Perica. Ces luttes deviennent acharnées dans la **seconde moitié de 1771**. La colonie renforce ses effectifs et ses implantations.

**Le 15 septembre**, le sergent Sebulo découvre et détruit un village fortifié près de la crique Cassipore sans toutefois toucher à ses fortifications. Pendant ce temps, un parti de 40 à 50 Boni sous le commandement de Boni, assisté de Jasmin et de Baron, attaque avec succès la plantation Capurica, sur la crique Perica. Les prisonniers blancs sont relâchés et envoyés avec des propositions de paix aux dirigeants de la colonie assorties de menaces de destruction totale des plantations de la Cotica en cas de refus. En réponse, le gouvernement du Surinam lance, sans grand succès, une série d'attaques contre les Boni. Les soldats subissent de nombreuses pertes et les désertions d'esclaves s'accroissent.

**En décembre 1771**, une attaque combinée contre le village boni de Casipure est repoussée et les attaquants poursuivis par les Boni.

**A la fin de 1771** la situation est alarmante pour la colonie. Malgré leur grande supériorité en hommes et en armement, les soldats ont peu de succès à la fois à cause du climat, des maladies et de l'habileté à la guérilla des Boni. Il reste moins de 300 soldats valides (150 noirs, 150 blancs). Les pertes des Boni sont relativement beaucoup plus faibles. Les villages et les champs détruits par les soldats sont constamment remis en état.

**Dès le début de 1772**, les deux camps vont renforcer leurs positions. Les Boni fortifient leur place forte de Buku (palissades, canons, marais) se procurent des armes, de la poudre et des effectifs en attaquant les plantations. Ils sont conduits par Boni, Baron et Jolicœur (de la plantation Faukenberg).

Cette situation provoque une inquiétude générale chez les planteurs et les dirigeants. Mais lorsque le Gouverneur Nepveu propose au Conseil Politique de demander des renforts à la mère patrie, la Hollande, il a du mal à vaincre leur réticence à assumer les frais qui en découleront pour la colonie.

Le Corps des Nègres Libres est remplacé par celui des Chasseurs Noirs (Black Chasseurs) composé d'esclaves achetés exprès, qui seront affranchis au terme de leur temps de service. Commandé par des officiers blancs, il se révélera très efficace.

Une troupe de 120 hommes sous les ordres du capitaine **Oorsinga** et du lieutenant **Keller**, ne réussit ni à s'emparer de **Buku**, ni à empêcher Boni et ses hommes d'en sortir pour attaquer les plantations. Un étendard composé d'un lion noir sur fond jaune, bordé de noir, flotte sur Buku. Oorsinga doit lever le siège en **Mai 1772**.

**Le 20 Septembre 1772**, une troupe commandée par les lieutenants Frederici (le futur gouverneur) et Mangold, comprenant des Black Chasseurs, réussit par ruse, et après une résistance acharnée des Boni, à s'emparer de Buku. Cinquante marrons sont capturés, et plus de 100 tués, (dont 60 au cours de la poursuite qui s'ensuivit). Ce fut un coup sévère pour les Boni.

**En 1772**, un corps expéditionnaire de 525 hommes, commandé par le colonel suisse Fourgeoud, arrive des Pays-Bas. De nombreux différends s'élèvent dès le départ entre Fourgeoud et le gouverneur Nepveu. Ils portent tant sur la tactique à adopter à l'encontre des Boni que sur des points de protocole et la politique à suivre à l'égard des Marrons pacifiés. Si bien que l'offensive contre les Boni ne commença qu'au bout de six mois.

Il est vrai que la situation est restée plutôt calme durant tout ce temps. Au point que, par économie, les colons envisagent de renvoyer le corps expéditionnaire.

Ce qui va mal par contre, dans les **premiers mois de 1773**, ce sont les relations entre les colons et les marrons pacifiés (les Saramaka et les Djuka), d'une part, à cause de la pingrerie des premiers dans le règlement de leurs redevances envers les marrons, entre les colons et Fourgeoud d'autre part, qui dans le différend, prend le parti des marrons pacifiés.

Cette période de calme militaire relatif est interrompue par une attaque des Boni contre une plantation de la crique Paramaca, une branche de la rivière Cottica. Une poursuite engagée à la suite de cette attaque conduit le lieutenant Lepper et ses 30 hommes dans une embuscade dont deux seulement réchapperont. L'analyse de cette embuscade illustre la maîtrise à laquelle les Boni étaient parvenus dans la guérilla.

Cette défaite oblige les colons à différer le départ de Fourgeoud. Le colonel prépare longuement et soigneusement sa campagne en effectuant une reconnaissance soigneuse du terrain et en tentant de semer la discorde chez les Boni.

Entré en campagne en **septembre 1773**, sans succès jusqu'en octobre, il est amené à utiliser une nouvelle stratégie.

**D'octobre 1773 à mai 1774**, basé dans la plantation Roosenbeck, il utilisera les Free Corps Negroes, les Black Chasseurs et les propres troupes de la colonie pour ratisser la zone située entre les criques Peninica, Paramaca et Tempati. Ce dispositif lourd et voyant donne très peu de résultats. S'il détruit

les villages et les abattis, réserves en vivres des marrons, il aura surtout pour effet d'épuiser les soldats, déjà souvent malades et mal adaptés au milieu tropical humide.

Si Fourgeoud est convaincu d'avoir réduit ainsi les Boni à quia, deux autres expéditions du même type, en **août et septembre 1774**, confirment le gouverneur Nepveu dans le caractère illusoire de cette tactique. Il propose une tactique plus offensive, procurant victime et prisonniers, adaptée à la guérilla boni.

**1774** : Le gouverneur **Fiedmond** adresse un mémoire au ministre dans lequel il dit que les "réfugiés" sont "utiles à recevoir, dangereux à refuser"

**Début 1775**, Fourgeoud reçoit des troupes fraîches, qu'il met aussitôt en action malgré la saison des pluies et leur inadaptation au milieu. Non seulement les résultats militaires sont médiocres, mais la maladie frappe durement et souvent mortellement aussi bien les vétérans que les nouveaux venus.

**En juillet 1774**, dans la région de Locusboom, les Free Corps Negroes et des Black Chasseurs, sous les ordres de Stoelman, s'emparent de 3 villages: Gado Sabi, New Tessissi, Makamaka. constituant un complexe fortifié dont l'élément principal est le village de Gado Sabi (Dieu sait), sur la crique Barbacuba. Les occupants réussissent à s'enfuir en emmènent leurs provisions après avoir mis le feu aux constructions (116 habitations pour Gado Sabi et Cosay).

Ce même mois, Baron est tué au cours d'une attaque représsailles dans la région boisée de Winne, sur la Patamaca.

Le baron BESSNER rédige un rapport dans lequel il invite les Marrons du Surinam à venir s'installer dans la région de la Guyane, entre la rivière *Sinnamary* et le fleuve *Maroni*.

**En 1775**, Fourgeoud ravage les villages de Kofi-Hay, et Holi-Mi dans les environs de la Cassipera.

**En octobre 1775**, il découvre et détruit ce qui semble être la place forte de Boni, Baron, Cormantin, Codjo, **Kibri Kondre**. Un complexe fortifié de 116 habitations, bien pourvu en vivre, avec des constructions à l'occidentale. Au cours de cette même année d'autres villages et d'autres abattis sont ainsi détruits, mais toujours après le départ de leur occupants.

Le gouverneur Nepveu qui estime que les actions de Fourgeoud sont insuffisantes pour protéger la colonie décide, contre l'avis du Conseil Politique et avec le soutien de la Mère patrie, d'édifier un cordon militaire autour de la partie cultivée de la colonie, en complétant celui qui existait déjà entre la Perica et la haute Cottica par un ligne de postes militaires entre la rivière Surinam et la Haute-Commewine. De là jusqu'à la Perica où jonction était avec l'ancien cordon ; de la Perica au sud de la Cottica et de là à la côte. La garnison étant fournie partie par les habitant de la colonie partie par la mère patrie. Le "cordon" fut achevé en 118 mais son impact fut bien moindre que ce qu'en escomptait Nepveu, pour la

raison que les Boni traversèrent le Maroni en **août 1776** et **janvier 1777** et ne troublèrent plus jamais la vie de la colonie, sauf pendant une période de 5 ans entre **1788 et 1793**.

Toutefois, les colons, incertains de contrôler la situation, empêchent le départ de Fourgeoud. Au contraire, il reçoit 750 hommes de renfort et rentre en campagne. Il ne trouve qu'un seul village habité, sur une île entourée de marais, au nord de la crique Wane, près du Maroni. Ce village, de 59 habitations, est appelé **Aruku** par certains auteurs. Il est détruit par les soldats. Si la plupart de ses habitants réussissent à s'enfuir, il semble que Baron et Joli Cœur aient trouvé la mort à cette occasion.

Les Boni s'installent à **Sparouine**.

#### Sentiments des Français envers les marrons au moment du passage des Boni en Guyane française.

Sentiments mitigés. A la fois crainte que, tôt ou tard, les hostilités entre Boni et Hollandais ne reprennent et que ces derniers n'exercent leur "droit de suite" sur le territoire français. Mais en même temps, certains dirigeants français voient là une possibilité de combler, grâce à un apport de marrons (pas seulement de Boni, mais également Djuka et Saramaca) le déficit de population, de main-d'œuvre qui constitue un des handicaps majeurs de l'économie de la colonie française par rapport de sa voisine de l'ouest. Le rapport du baron Bessner, ancien dirigeant (1773) de la colonie est très représentatif de cette tendance. Bien intentionné, traduisant une conception très éclairée de la situation des populations noires concernées, il pêche par manque de réalisme et une mauvaise information sur les conditions réelles de leur existence et de leurs motivations. En particulier, Bessner, comme beaucoup d'autres responsables français concernés par ce problème, aura des estimations très fantaisistes quant au nombre réel des Boni.

Dans cet état de choses, le gouvernement français préfère ne pas choisir. Sans s'opposer aux Boni, il ne leur accorde jamais de reconnaissance officielle, leur adressant toujours des envoyés sans vrai mandat. De plus, son attitude fluctue selon les représentants de la France en Guyane. Il y a même parfois désaccord entre des dirigeants d'une même époque. Ces lenteurs, ces incertitudes, ces contradictions de la politique française à leur égard, va entraîner une méfiance de plus en plus grande de la part des Boni et une dégradation de leurs rapports avec les français. Elle sera aussi une source de malentendus qui engendreront une série de tragédies individuelles et collectives (affaires Leprieur, Gabaret, Cafésoca). Elle sera indirectement à l'origine de la reprise des hostilités contre la Hollande, de la mort des chefs boni, de la fuite du groupe et de sa mise sous la tutelle djuka.

**1776, Malouet** est nommé ordonnateur de la colonie de la Guyane, il débarque en septembre à Cayenne, porteur d'informations et d'instructions visant à exécution le plan de BESSNER. Le duc de la Vauguyon et Sartine s'intéressent au projet.

**En septembre-octobre 1776**, après le passage des Boni, une grande inquiétude règne à Cayenne. Le gouverneur de la Guyane, **Fiedmond**, se rend sur le Maroni avec l'intention de les attaquer. Les trouvant tranquilles, il y renonce.

L'installation des Boni sur le bas Maroni inquiète aussi les Djuka, qui avaient quitté la crique Djuka pour installer des villages plus haut sur le Maroni. Ils craignent de se voir barrer l'accès de la côte, qui est pour eux essentiel. En octobre 1777 ils attaquent les Boni, en capturent 22 et en tuent 7. Toutefois, un accord intervint avec une clause satisfaisante pour les Hollandais eux-mêmes : les Djuka s'engagent à ne jamais aider les Boni s'ils s'en prenaient à des blancs ; les Boni s'engagent à ne jamais entreprendre d'autre action agressive s'il ne sont pas agressés en premier. Un traité de paix est signé entre les deux groupes. Ils se rendent des visites, contractent des alliances matrimoniales et échangent des biens.

Malouet va au Surinam s'informer sur les Marrons.

Mémoire de **la Croix**, ordonnateur de la colonie, qui s'oppose au projet du baron Bessner d'installer en Guyane les esclaves révoltés. Intervention du gouverneur de la Hollande à Versailles pour que ne soient fournis aux esclaves en fuite «ni armes, ni munitions, ni asile».

**De 1776 à 1789** les Boni séjournent à Sparouine, sans contact officiel avec le gouvernement français

a) Deux noirs de Cayenne envoyés par le gouverneur sont renvoyés comme espions.

b) **1780** : **BONI** prend contact avec le gouverneur par l'intermédiaire des Indiens Galibi. Des instructions sont demandées par Versailles au gouverneur. **Le poste de l'embouchure du Maroni est supprimé.**

c) **Vers 1780, Cadet**, habitant d'Iracoubo, envoyé par le gouverneur, sans mandat bien défini, se rend chez Boni, accompagné d'interprètes indiens. Il leur garantit la sécurité de la part du gouverneur. En dépit d'un mélange de sang avec Boni, sa mission n'apporte aucun résultat concret.

**En 1781**, une note du ministre dit que "on recevra et on traitera bien ces nègres marrons que les hollandais du Surinam poussent sur notre territoire, mais on ne fera aucune dépense pour les y établir".

d) **En décembre 1782**, l'abbé **Jacquemin**, curé de Sinnamary, va visiter à son tour Boni, dans un double but d'information et d'évangélisation. Il donne une description du cérémonial, note le désir des Boni de collaborer avec la France, d'en obtenir un certain nombre de biens en échange de travail ou de biens produits par eux, notamment des armes qu'ils déclarent devoir utiliser dans un but pacifique. Leur nombre à cette époque, est évalué à 700/800.

**En 1784**, le rétablissement du poste français sur le Maroni inquiète les Boni. Devant le refus des français de leur fournir des armes, ils s'en procurent par l'intermédiaire des Indiens ou en se rendant à Paramaribo en se faisant passer pour des Djuka ou des Saramaka.

**En Février 1784**, nouveau voyage de l'abbé **Jacquemin** chez les Boni ; «toujours sans instructions claires ni pouvoirs définis» (Hurault, o.c.) d'après les documents de source française (p102). Quand il leur fait part de la volonté du gouverneur de les voir s'installer à la côte, entre Iracoubo et Mana, ils y voient un piège et refusent. Les français refusent toujours de fournir des armes et de la poudre aux Boni.

En 1784, après l'installation d'un **poste militaire à Iracoubo**, Boni, inquiet, abandonne Sparouine et va s'installer avec ses hommes à 130 km de l'embouchure, au delà des premiers sauts, à l'endroit appelé aujourd'hui **Bonidoro**.

En 1786 nouvel ordonnateur, **Lescallier**, est un défenseur des Boni. Il rétablit les contacts et envoie à la rencontre d'une délégation de dix Boni à Iracoubo l'abbé Farjon qui fait un rapport très positif sur les possibilités de coopération avec les marrons.

En avril 1786 le Maréchal de Castries autorise, au nom du Roi, d'admettre "les nègres marrons du Surinam au nombre des sujets de sa Majesté et de leur accorder le même état et les mêmes privilèges dont jouissent les nègres libres dans la colonie".. En mai, dans un mémoire, Guisan propose créer avec eux, à l'embouchure du Maroni, sous la protection d'un poste français, un embryon de population métisse, relativement autonome, échappant provisoirement à l'influence des missionnaires.

En septembre 1786, venue d'**Agossou**, fils de Boni et d'Askaan à **Cayenne**. Ils examinent avec des membres du Conseil supérieur les conditions d'installation des Boni sur la Mana. Cet accord n'est pas ratifié par Boni.

L'explorateur **LEBLOND** veut remonter le MARONI, BONI s'oppose en enlevant sa pirogue.

La pénurie où se trouvaient les Boni, du fait notamment de l'impossibilité d'effectuer des échanges avec les Français, les conduisit à partir de 1788 à des actions inattendues et désespérées destinées à leur procurer des armes, des hommes et des outils. Il semble également que les nouveaux venus, esclaves récemment échappés des plantations du Surinam, et dont le ressentiment contre leur maître était encore vif, aient joué un rôle décisif dans la reprise du conflit. Ces attaques devaient selon eux, provoquer un soulèvement général des esclaves. Leurs leaders étaient Jaw van Meerzorg, Sambokwasi, Koki et Agossou.

Les Boni attaquent cinq plantations en territoire hollandais : **Clarenbeek**, sur la haute Commewyne en dehors du cordon et 4 autres sur la haute Surinam. Ils tuent les habitants blancs et s'enfuirent avec un nombre important d'esclaves avant l'arrivée du colonel Frederici.

Ces attaques entraînent, comme c'était prévisible, la reprise de la guerre avec les Hollandais. Le gouverneur Wichers envoie Stoelman sur le Maroni, pour construire un poste afin de combattre sur place les Boni. En plusieurs combats, les Boni sont vainqueurs. En 1789, ils attaquent le poste militaire d'**Hermina** sur le Maroni. Ils sont repoussés par Stoelman.

Toutefois, en **mai 1790**, sur une information fournie par un déserteur Boni, **Askaan van Ephrata**, une attaque fut lancée contre le village de Boni, **Aroku**. Boni parvient à fuir mais un grand nombre de chefs sont tués ou capturés. Les Hollandais construisent le **poste de Nassau**, à Langa Tabiki, à l'emplacement d'un ancien village de Kormantin Kodjo.

Une tentative de négociations par l'intermédiaire d'Askaan van Ephrata et du commandant Beutler (Le fils de Boni et deux autres chefs envoyés à Paramaribo pour négocier un traité de paix avec les Hollandais) échoue, à cause des conditions trop dures posées par les Hollandais. Les hostilités reprennent en juillet 1791.

Les Boni remontent le Maroni pour s'installer sur le Lawa.

Les Hollandais réussissent, par des menaces, à détacher les Djuka, alors installés sur le Tapanahoni, des Boni. Après la mort de Pambu et de Kwamini Adjubi, la jeune génération de Djuka est peu encline à prendre le parti des Boni contre les Hollandais.

En août 1791, les Boni sont chassés de leur séjour de Ingi Pule Seton près des chutes de Pedro Sungu, sur le Lawa.

En octobre 1791, les Djuka, pour se concilier les Hollandais leur livrent tous les Boni qui se trouvaient parmi eux. Un traité place les Boni sous la tutelle des Djuka qui s'engagent à les empêcher de se déplacer librement sur les rivières et le territoire de la colonie.

En juillet 1792, Agossou reprend les négociations avec les Hollandais. Stoelman exige une reddition sans condition. Ils seront alors autorisés à s'installer aux environs de Paramaribo. En représailles, les Boni détruisent, en août 1792, le village du granman des Djuka, Animbaw.

A la suite de quoi, le 19 février 1793, une contre-attaque de 70 Djuka, appuyés par des Black Chasseurs, sous le commandement du chef suprême des Djuka, Bambi, découvre les villages des Boni sur le Marouini. Boni, surpris, est tué au cours d'un raid éclair. Huit jours après, Codjo Cormantin connaît le même sort, ainsi que Puja, de Lape. Agossou, fils de Boni, devenu, le granman, doit se réfugier avec ses hommes, pour échapper à ses adversaires, jusqu'au sud du bassin du Marouini.

1809 : Le traité de paix de 1791 est renouvelé, les boni restent sous tutelle djuka.

En 1810, Gongo succède à Agossou comme granman.

En 1815, les Boni peuvent se réinstaller sur le Lawa, au village de Cottica. Ils doivent s'engager à ne pas descendre le Maroni en aval de leurs villages et à ne commercer que par l'intermédiaire des Djuka, qui leur fournissent des produits manufacturés en échange de canots.

En 1820, Le groupe des Paramaka s'établit sur le cours inférieur du Maroni.

Les Djuka interdisent l'accès du haut Maroni aux explorateurs. Milthiade, Loret, (1822), Adam de Bauve(1835) renoncent ; Leprieur

(1832) passe par l'Oyapoc et le chemin des Emerillons. Il rencontre les Boni à l'embouchure de l'Araoua, fait alliance avec eux; ils le protègent contre les Djuka. Il leur fait, sans être mandaté, des promesses au nom du gouvernement français. Les Djuka protestent auprès du gouvernement du Surinam qui proteste à son tour auprès du gouvernement français. Affolement des Français. Le gouverneur Laurens de Choisy fait arrêter et expulser les envoyés Boni qui accompagnaient Leprieur, qui est blâmé. Excuses au gouverneur du Surinam. En 1830, le procureur Vidal de LINGENDES, envoyé en mission au SURINAM, signe une convention avec les autorités de la colonie hollandaise, désapprouvant tout traité signé entre LEPRIEUR et les Boni, mais affirme les droits des français sur la rive droite du MARONI.

Les malentendus nés de cette affaire vont conduire aux drames de l'Oyapoc.

En 1836 une délégation de 8 Boni qui demande à s'installer sur le Camopi est refoulée.

En 1837, une nouvelle délégation de 9 boni, animée d'intentions pacifiques, est arrêtée, par le **lieutenant Faivre**, agissant sur instructions du gouverneur. 5 parviennent à s'enfuir, les 4 autres sont fusillés sans jugement, le 30 avril au **chantier de Gabaret**. Le gouverneur est désavoué par le Conseil privé et le Conseil Colonial. Il sera révoqué de ses fonctions.

**1838** : Acquittement du lieutenant Faivre.

Un poste militaire est établi sur le bas Oyapoc. Le poste avancé de Cafésoca est construit à 50 km de l'embouchure.

En janvier 1839, le naturaliste **Charles Couy** rencontre sur le bas Oyapoc un groupe de 12 Boni qui manifeste encore leur désir de coopération avec indiens et français.

**1840** : Gongo fait sortir les Boni du Marouini où ils se trouvaient depuis 27 ans (1788-1840). Six villages sont installés sur le Haut-Lawa.

Encouragés par les résultats de leur mission de 1839, les Boni envoient en **juin 1841** une nouvelle délégation. Composée d'une vingtaine de personnes, elle est dirigée par le granman Gongo. Elle établit des contacts avec les Wayampi, gagne le bas-Oyapoc et cherche à rencontrer les représentants des français. A la suite de rumeurs les accusant faussement d'avoir **assassiné le chef suprême des Wayampi, Wananika**, ils sont cernés et massacrés. Une seule rescapée, **Adyuba**, est conduite à Cayenne pour interrogatoire. Un secret soigneusement gardé par l'ensemble des français sur cette affaire rend malaisé encore aujourd'hui d'en connaître les détails

**1845** : Guerre entre les Boni et les Indiens **Wayakulé** (ou **Oyaricoulé**) qui vivaient sur la crique Loué, à l'est du Litani.

**1848** : Abolition de l'esclavage (dans les colonies françaises).

**1855** : L'aventurier **Tollinche (Tolinga)** pénètre plusieurs fois dans le Lawa, malgré l'opposition des Djuka et prend contact avec les Boni. L'administration française décide d'ouvrir le fleuve et de libérer les Boni de la tutelle des Djuka.

**1858** : Le père Neu remonte le Maroni et ses affluents.

Création de l'établissement pénitentiaire de Saint-Laurent sous la direction de **M. Mélinon**

**1860** : **Conférence franco-hollandaise à Albina**. La France est représentée par le lieutenant de vaisseau **Sibour**, commandant l'avis "l'Oyapock", la colonie du Surinam par le gouverneur **Van- Landsberge**, le granman des Djuka **Beiman** et ses principaux capitaines.

Visites de la première commission de fonctionnaires français et hollandais afin de proclamer la liberté des Boni vis-à-vis des Djuka.

Commission composée de Sibour, **Ronmy**, lieutenant d'infanterie de marine, commandant le pénitencier de Saint-Louis, **Eyken Sluyters** et **Slengarde**, délégués de la Hollande.

Ce même lieutenant Ronmy, lors de sa mission, veut décider les Boni à quitter le Maroni et de s'installer sur l'Approuague. Lors de leur arrivée à Pobiansy (ou Providence), village de résidence du granman **Adam**, le capitaine Slengarde lit la déclaration donnant la liberté aux Boni.

**En 1861**, les Boni obtiennent un statut semblable à celui des Djuka.

Le 9 septembre 1861, une deuxième commission franco-hollandaise est chargée d'explorer le Maroni. Elle est composée du lieutenant de vaisseau **Vidal**, du lieutenant d'artillerie de marine, du chirurgien de marine **Boudet**, de l'officier de marine hollandaise **Reich van Herdt d'Evesberg**, de **Coteau van Rovesbelt**, chef du génie à Paramaribo, **de Koepler**, habitant du Maroni. Cette commission reste deux mois sur le fleuve.

**1862** : Le granman Adam rend visite au gouverneur de la colonie de la Guyane, accompagné de ses capitaines. Ils empruntent au retour la corvette l'Alecton.

**1863** : Expédition de Vidal

Le Révérend Père **Kraenner** effectue son premier voyage sur le Maroni et remonte jusqu'au village du granman djuka sur le Tapanahoni : **Dii Tabiki**.

**1865** : Second voyage du Père Kraenner : remontée du Maroni et de ses affluents.

**1867** : Troisième voyage sur le Maroni du père Kraenner.

**1870** : Mort du granman Adam. Ce granman fit déplacer les villages boni (au nombre de 10) vers l'embouchure de l'Inini.

Nomination du granman **ATYABA** (lo YAKUBI).

**1876** : Mort du granman ATYABA.

Nomination du granman **ANATO** (lo YAKUBI).

**1877** : Quatrième voyage du Père Kraenner, accompagné du préfet apostolique **Emonet** et du médecin explorateur **J. Crevaux**. Ce dernier,

guidé par **Apatou**, remonte par le Yari aux sources du Maroni.

Le village de Cottica compte 150 Boni.

**1880** : Installation de Djuka et de Saramaka sur les rives françaises du Maroni.

**1881** : De nombreux Djuka et Saramaka travaillent sur la **Mana**, fleuve qui connaît un **rush aurifère** important.

Retour d'Apatou de son voyage de France. Il est nommé par l'administration coloniale "Capitaine", ce qui entraîne des conflits avec les autres capitaines boni qui eux, ne sont pas reconnus officiellement. Le Père **Brunetti** remonte le Tapanahony, est reçu par le granman djuka **Ossie** et baptise le granman Anato et sa famille.

**En 1882, Apatou** fait sécession en entraînant environ 150 personnes et fonde son propre village, qui porte son nom, à l'embouchure du Maroni.

**1883** : Premier permis déposé pour l'extraction de l'or sur le Lawa.  
Première mission de Henri **Coudreau** à travers les Guyanes et l'Amazonie.

**1885** : Des Saramaka s'installent sur la rivière **Oyapock**.  
Rush aurifère sur le Lawa.

**1886** : Fondation du village de **Maiman**

**1887** : Le village d'Apatou compte environ vingt cases et quatre vingt habitants.  
Un traité est signé entre le granman **Anato** et le Gouverneur **Le Cardinal**, relatif à l'exploitation des gisements aurifères situés dans la région du contesté du Lawa.  
Départ de Henri **Coudreau** accompagné de François Laveau pour une mission scientifique de deux années dans la Haute-Guyane.  
Selon Coudreau, plus de trois mille personnes vivent sur le Lawa (placers compris).

**1888** : Le granman Anato fait fortune en prélevant 15 à 20 pour cent de l'or sortant de son territoire, en louant ses carbets et en vendant ses marchandises. Sa fortune est estimée 100.000 francs.  
Les granman boni Anato et djuka Ossie déclarent le Maroni, le Lawa et le Tapanahoni libres à toute circulation, afin de calmer les rivalités entre les différents groupes ethniques pour le canotage.  
Les gouvernements français et hollandais font évacuer les placers et installent trois postes militaires(Hermina, Poligoudou, Dégrad des Placers), avec un commissaire pour chaque zone. Les placers de cette région fournissent plus de 60 millions d'or.

**1890** : A la suite de l'arbitrage du Tsar Alexandre III, la Guyane perd la région comprise entre le Lawa et le Tapanahony.  
Mort du granman Anato.

**1891** : Nomination du granman **Ochi** (lo Dikan).  
Il envoie une pétition au gouverneur de la Guyane, afin de s'installer sur le territoire de la colonie.

**1894** : La Compagnie du Saint-Esprit est chassée de Guyane.

**1895** : Le granman Ochi fonde les villages d'Agoode (Boniville)

Loka, Tabiki (l'Enfant Perdu) et Papaïchton. Les différents lignages s'installent dans ces villages, Agoode devient le village de résidence du granman chaque lignage délègue un groupe pour le représenter. Un certain nombre de Boni restent dans le village de Cottica, pour ne pas abandonner la terre des ancêtres.

**1901** : Découverte de l'or sur l'Inini.

**1908** : mort d'Apatou.

**1915** : Mort du granman Ochi.

**1917** : Nomination du granman **Awensai** (lo dikan), ce même granman épousera la fille d'un capitaine Wayana, afin de sceller la paix et l'amitié entre les deux peuples. Le granman des boni a un certain pouvoir sur les Wayana, ceux-ci sont, en quelque sorte, les vassaux des Boni.

**1924** : Retour de la Compagnie du Saint-Esprit.

**1930** : Création du **Territoire de l'Inini**.

**1931** : Fin de la mission Monteux-Richards commencée le 25 décembre 1930.

**1935** : Mission de **Léon Gontrand Damas** en Guyane pour le compte du Musée de l'Homme.

**1936** : Mort du granman Awensaï.

**1937** : Nomination du granman **Difou** (lo dikan).

**1946** : Suppression du Territoire de l'Inini et adoption de la **loi dite de départementalisation**, transformant les anciennes colonies en Départements d'Outre Mer. Arrivée de Robert **Vignon**, premier préfet de Guyane.

Un recensement de la population donne les chiffres suivants : 3310 personnes dont 2660 Noirs et 650 Amérindiens, dans l'intérieur.

**1949** : Arrivée et installation du Docteur **Billiard** à Maripa Soula.

Le choix du site fut fait par Vignon préfet et **Gougis**, propriétaire de placers. Disparition de **Raymond Maufrais**, signalée par le gendarme et Père **Lecam**.

**1950** : Déplacement des habitants du Village Abdallah vers Maripa Soula, qui devient le poste officiel.

**1951** : Visite du granman Difou à Cayenne, accompagné d'une délégation de quinze personnes dont trois capitaines, invité par le préfet Vignon.

Le territoire de l'Inini devient **Arrondissement de l'Inini**.

**1953** : Seconde visite du granman Difou accompagné de son fils et du capitaine de Loka.

**1954** : Un avion amphibie se pose devant Maripa Soula.

Le recensement donne pour l'ensemble du Territoire de l'Inini : 3.234 habitants.

**1961** : Le recensement dénombre 2.891 personnes.

**1968** : Création des communes de Maripa Soula, et de Grand Santi-Papaïchton, dont les premiers maires furent **Robert Vignon** et **Emmanuel Tolinga** (granman et premier maire boni).

Suppression du «régime particulier», sous lequel vivaient les populations tribales, régime lié au statut de territoire de l'Inini.

**1969** : Transformation de l'arrondissement de l'Inini en arrondissement de Saint-Laurent du Maroni. Les cercles municipaux qui avaient à leur tête des sous-officiers appelés administrateurs, deviennent des municipalités.

**1971** : Visite à Paris du granman et maire Tolinga. Il est reçu à l'Elysée par le Président Pompidou. A son retour, le granman crée **Pompidou Ville** située entre Kormontibo et Papaïchton. Réélection de Vignon et Tolinga.

**1975** : Le premier ministre Jacques Chirac accompagné de hauts fonctionnaires passent les fêtes de fin d'année à MaripaSoula, accueilli par le maire Vignon. En novembre, le Surinam devient indépendant.

**1976** : division administrative de la commune de GrandSanti-Papaïchton-Apatou en deux communes : Apatou et GrandSanti-Papaïchton.

**1977** : **Lucien Amayota** est élu maire dans la commune d'Apatou, Guy Malidor, un créole, maire de MaripaSoula, Emmanuel Tolinga, le granman, maire de GrandSanti-Papaïchton.

**1979** : Election du premier conseiller général boni, **Antoine Abienso**, élu dans le canton de MaripaSoula qui comprend les communes de Saül, GrandSanti-Papaïchton, MaripaSoula et Apatou sous l'étiquette «Parti Socialiste Guyanais». Ce canton était autrefois représenté par **Paul Jean-Louis**, RPR.

Deux autres candidats boni se présentaient : **Patrick Coniami** soutenu par le RPR et **Etienne Sida**, maire d'Apatou, en candidat indépendant «pour la défense des intérêts du canton de MaripaSoula».

**1983** : **Daniel Machine**, boni, figure en vingt deuxième position sur la liste intitulée «Liste pour une décentralisation vraie et démocratique», présentée par le Parti Socialiste Guyanais et les «forces de progrès» pour les élections régionales. Etienne Sida y figure en vingt cinquième place.

**1985** : Daniel Machine est inscrit en cinquième position figure à nouveau sur la liste du Parti Socialiste Guyanais , il est élu.

**1988** : **Louis Le Pensec**, ministre des Départements et territoires d'Outre Mer lors de son passage en Guyane annonce la mise en place de la procédure de création de la commune de GrandSanti.